

Interventions de Pierre-Alain Muet à l'Assemblée nationale

Deuxième séance du lundi 28 juin 2010

Règlement des comptes pour 2009

Motion de rejet préalable

M. le président. J'ai reçu de M. Jean-Marc Ayrault et des membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche une motion de rejet préalable déposée en application de l'article 91, alinéa 5, du règlement.

La parole est à M. Pierre-Alain Muet.

M. Pierre-Alain Muet. Monsieur le président, monsieur le ministre, monsieur le président de la commission, monsieur le rapporteur général, mes chers collègues, je reprendrai l'expression de M. Carrez: la situation de 2009 est exceptionnelle. C'est en effet la première fois, en temps de paix, que le déficit de l'ensemble des administrations publiques atteint 7,5 % du PIB. Exceptionnelle sera aussi, malheureusement, l'année 2010, puisque ce déficit frôlera 8 % du PIB. Exceptionnelle encore dans le sens où le déficit finance presque la moitié des dépenses de l'État – ce qu'on n'avait jamais connu, j'y insiste, en temps de paix.

Vous avancez, monsieur le ministre, que la crise explique pour l'essentiel ce déficit. Non! J'ignore quelle est l'évaluation de vos services, de quelle manière ils répartissent déficit conjoncturel et déficit structurel. Je sais en revanche qu'aussi bien la Cour des comptes, que la Commission européenne, que le FMI et toutes les institutions internationales établissent, de la même manière, qu'un tiers de notre déficit est de nature conjoncturelle et deux tiers de nature structurelle, c'est-à-dire antérieurs à la crise. Autrement dit, les 7,5 % du PIB que représente le déficit public sont constitués de 1,5 point de pertes de recettes dues à la crise, de 1 point dû au plan de relance et de 5 points de déficit structurel.

On comprend d'autant mieux cette répartition que la France a abordé la crise en situation de déficit excessif. Si ce dernier représentait 3,4 % du PIB en 2008, le déficit structurel était déjà plus élevé puisque nous étions à la fin d'un cycle: il atteignait 4 % du PIB. Paradoxe: vous avez continué à aggraver ce déficit structurel pendant la crise. La Cour des comptes rappelle en effet qu'on note un point d'augmentation du déficit structurel entre 2008 et 2009 qui s'explique, pour 0,6 point, par des baisses de prélèvements, et pour le reste par une augmentation des dépenses plus forte que prévue.

La norme de la dépense publique a été dépassée, monsieur le ministre, de quelque 0,3 point si l'on s'en tient à vos chiffres. Toutefois, si l'on y regarde de plus près, comme l'a fait la Cour des comptes, et que l'on mesure les dépenses dues au plan de relance proprement dit, à l'exclusion d'autres dépenses – structurelles – qui s'y sont indûment glissées, nous parvenons à 1,6 % d'augmentation de la dépense. Si l'on prend une norme au sens large, à savoir si l'on y inclut les dépenses fiscales, qui ont augmenté de 6,2 %, le chiffre est encore plus élevé.

Le déficit structurel augmente en raison des allègements fiscaux que vous avez décidés mais aussi en raison du dérapage des dépenses.

Une autre manière de mesurer la proportion entre déficit conjoncturel et déficit structurel consiste à comparer l'évolution des situations française et allemande. En 2005, les déficits publics des deux pays étaient comparables: le nôtre avoisinait 3 % du PIB et celui de nos voisins un peu plus de 3 %. En 2008, l'Allemagne a ramené son déficit à néant. Elle a donc abordé la crise avec un déficit des finances publiques nul et il atteint aujourd'hui 3,3 % du PIB. La France a pour sa part abordé la crise avec un déficit public de 3,4 % du PIB. Or, même sans la crise, les mesures structurelles prises par le Gouvernement auraient porté le déficit de 2009 à presque 5 % du PIB. Nous en sommes aujourd'hui, je le rappelle, à 7,5 % du PIB.

Jusqu'en 2010, le déficit public français sera donc dû pour les deux tiers aux politiques économiques menées par la majorité.

...Si nous poursuivons les comparaisons internationales, nous nous rendons compte que la hausse du déficit a été plus importante en France que dans les pays les plus touchés par la crise. Il est vrai que nous avons été moins affectés que la plupart des autres pays européens, mais l'augmentation de notre déficit est comparable voire supérieure à la moyenne des pays européens. Le plan de relance n'explique pas seul cette augmentation du déficit: il a été chiffré à 1,1 % du PIB alors que le plan de relance de nos partenaires européens atteint 1,6 % du PIB. Ce n'est donc pas parce que notre plan de relance aurait été plus important que celui de nos voisins que notre déficit est tel, mais parce que, depuis des années, vous l'avez laissé dériver, y compris pendant la crise.

L'Allemagne a été beaucoup plus touchée que nous par la crise: son PIB a baissé de près de 5 %.

M. Gilles Carrez, *rapporteur général*. C'est vrai!

M. Pierre-Alain Muet. Mais la dérive du déficit s'est révélée bien moins forte et l'Allemagne a limité complètement l'impact de la crise sur l'emploi: le taux de chômage n'a pas augmenté à l'inverse du nôtre, qui a explosé puisqu'il est passé de 7,5 % à 10,2 % de la population active, soit une augmentation de près de 600000 chômeurs. J'utilise des chiffres harmonisés permettant d'établir des comparaisons internationales.

C'est parce que la France a moins relancé son économie que d'autres pays, parce qu'elle a complètement négligé de mener une politique de l'emploi, qu'elle se trouve dans cette situation.

On n'a jamais connu en temps de paix un déficit primaire – hors charges d'intérêts – représentant 5 % du PIB. Cette situation est d'autant plus inquiétante que les neuf-dixièmes de notre déficit financent tous les intérêts de notre dette, tous les remboursements, mais aussi une bonne partie des dépenses courantes. L'État finance par le déficit presque la moitié de ses dépenses courantes. Je trouve choquant de vouloir faire payer aux collectivités territoriales la nécessaire réduction des déficits alors même qu'en 2009 elles représentaient le seul agent institutionnel qui n'ait pas augmenté son déficit.

...Le seul déficit à avoir été réduit, en 2009 toujours, est celui des collectivités locales quand celui de l'État et celui des comptes sociaux ont dérivé.

Nous nous trouvons dans une situation d'endettement explosif. La dette de la France aura doublé en dix ans: d'un peu moins de 900 milliards d'euros en juin 2002, elle passera vraisemblablement à quelque 1800 milliards d'euros selon les prévisions de votre ministère et peut-être même davantage d'après la Cour des comptes. Les seuls intérêts de cette dette, toujours selon la Cour, représentent 3,6 % du PIB, c'est-à-dire une fois et demie le déficit des retraites. Je ne sous-entends pas, bien sûr, qu'il ne faudrait pas se préoccuper de ce déficit, mais force est de constater qu'un gouvernement qui a doublé la dette, dont les intérêts, à partir de 2012, représenteront une fois et demie le déficit des retraites, est un gouvernement irresponsable.

Si l'on examine sur une plus longue période l'origine du déficit...

M. Jean-Michel Fourgous. Voilà qui nous intéresse tout particulièrement!

M. Pierre-Alain Muet. Je vais vous donner des chiffres.

M. Jean-Michel Fourgous. Parlez-nous donc du coût des nationalisations!

M. Pierre-Alain Muet. ...on s'aperçoit que dans les années 70, 80 et 90, l'essentiel du déficit provient de la désinflation.

...Autrement dit, avant l'union monétaire, l'inflation était forte et, même avec des déficits, on pouvait continuer à réduire très fortement la dette. Ainsi, dans les années 80, la France avait des déficits inférieurs à 3 % et sa dette a très peu augmenté.

Depuis les années 2000, c'est tout autre chose. Les taux d'inflation, depuis vingt ans, avoisinent 2 %; nous avons par conséquent entériné le fait que l'inflation ne permettait plus de réduire les dettes. Seulement, depuis 2002, vous avez procédé à des allègements fiscaux considérables, comme l'a rappelé le rapporteur général, qui, pour l'essentiel, ont été entièrement financés par le déficit. Voilà l'origine des déficits actuels: s'il s'agissait, au départ, de s'adapter à la désinflation, les déficits n'ont par la suite pas été maîtrisés.

Il ressort des comparaisons que l'on peut établir entre gouvernements de droite et gouvernements de gauche, depuis une vingtaine d'années, que réduction des déficits et réduction de la dette sont l'œuvre de la gauche.

M. Jean Grenet. Avec quelle croissance?

M. Pierre-Alain Muet. Avec une croissance que nous avons suscitée en créant 2 millions d'emplois en cinq ans. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean Grenet. Allons donc!

M. Jean Mallot. M. Muet a raison!

M. Pierre-Alain Muet. Sur les deux millions d'emplois, 1,7 million étaient du secteur privé.

M. Gilles Carrez, *rapporteur général* . Avec de telles performances, comment avez-vous pu perdre les élections!

M. Pierre-Alain Muet. Revenons aux chiffres. La dette de notre pays était de 44 % quand M. Balladur est devenu Premier ministre. Les gouvernements de MM. Balladur et Juppé l'ont portée à 60,4 %, puisque tel était son niveau au deuxième trimestre de l'année 1997. C'était la première fois que la France dépassait les 60 %. Nous, nous avons ramené la dette à 58,5 % . C'était la dette française au deuxième trimestre de l'année 2002. Qu'est-elle devenue ensuite? En 2007, après cinq ans, elle est passée à 65,5 %. Puis, après trois années de votre gouvernement, elle est passée à 83 % en 2010. Elle sera vraisemblablement à 90 % dans deux ans, voire plus, si l'on suit les prévisions des instituts privés ou de la Cour des comptes.

Oui, il n'y a qu'une seule période où la dette et les déficits ont été réduits, c'est la période des cinq années de gouvernement de gauche.

Ce n'est pas uniquement dans notre pays que l'on observe cela. Il y a eu une période où la dette américaine a été fortement réduite, où le déficit américain – qui était considérable après les années Reagan – a été très fortement réduit, et s'est même transformé, pendant trois ans, en un excédent de deux points de PIB: c'étaient les années Clinton. Puis est venu M. Bush, qui à son tour a fait des allègements fiscaux et a laissé se creuser les déficits. Et les États-Unis, comme la France, ont

abordé la récession en « déficit excessif », puisqu'il dépassait les 3 %, bien que le concept n'existe pas aux États-Unis.

Par conséquent, la réalité de notre pays, comme la réalité américaine, c'est que la droite fait des allègements d'impôts financés totalement à crédit et laisse exploser la dette et les déficits. La gauche par contre les réduit.

...Les chiffres sont terribles.

Oui, tous les cadeaux fiscaux de ces dernières années ont été financés à crédit. Et que représentent ces cadeaux fiscaux? Au fond, vous avez fait des allègements fiscaux, pour l'essentiel, en faveur des Français les plus fortunés. « Vous paierez moins d'impôts », leur avez-vous dit. Et quelle sera la contrepartie? C'est en fait un double dividende: non seulement ils paient moins d'impôts, mais vous leur offrez la possibilité, puisqu'ils ont une propension à épargner considérable, d'épargner et de toucher des taux d'intérêt.

...Il y a donc un double bonus.

Quant aux investissements, monsieur Fourgous, si vous faisiez la comparaison entre la période 2002-2010 et la période 1997-2002, vous seriez surpris. Entre 1997 et 2002, la croissance des investissements a été de 7 %. Ensuite, elle n'a jamais dépassé 2 %.

M. Jean-Michel Fourgous. De quels investissements parle-t-on?

M. Pierre-Alain Muet. Les chiffres sont vraiment terribles.

C'est un double bonus, disais-je, pour les familles aisées. Pour l'État, c'est une double perte. On se prive de recettes fiscales et, en plus, on s'endette, de sorte qu'il faut payer ensuite des intérêts.

Pour les ménages modestes, qui, eux, n'ont pas bénéficié des réductions d'impôts, ce sera des hausses d'impôts demain, quand vous serez conduits à augmenter les impôts de tout le monde.

Un mot de la reprise. Vous prévoyez une croissance de 2,5 % pour les années 2010 à 2012. Je remarque au passage que, quand vous faites des prévisions pour la réduction des déficits, vous reprenez des chiffres de croissance extrêmement élevés, très supérieurs à la croissance potentielle, en avançant l'argument selon lequel la crise sera surmontée et qu'il y aura un rattrapage, de sorte que la croissance sera beaucoup plus élevée. Mais quand vous faites des prévisions pour les déficits des régimes de retraites, vous faites l'inverse. Vous expliquez que la croissance à long terme sera extrêmement faible, que la crise l'a encore affaiblie, et que par conséquent le déficit des retraites va exploser. Si seulement vous reteniez les mêmes chiffres, ou simplement un demi-point de croissance de plus, dans vos prévisions pour les retraites, vous effaceriez une bonne partie du déficit.

Je pense qu'il faut retenir des prévisions prudentes en matière de retraite, mais je trouve que pour ce qui est de la réduction des déficits budgétaires, pour le coup, vos prévisions sont extrêmement imprudentes. Les autres pays retiennent une hypothèse de 2 %.

Dans le document que vous envoyez à Bruxelles, vous dites qu'il y aura chaque année une réduction d'un point et demi du déficit public, pour atteindre les 3 % en 2013. Vous prétendez que cela est compatible avec une croissance de 2,5 %. Quand on regarde les chiffres avancés par les instituts de conjoncture, l'OFCE par exemple – mais je pense que vous avez, à Bercy, d'excellentes cellules de prévision, qui doivent vous donner des informations comparables –, on constate qu'avec une réduction de l'ensemble des dépenses publiques de 1,5 point, la conséquence sur la croissance est un effet dépressif à peu près du même ordre.

Autrement dit, à moins d'avoir une croissance spontanée qui dépasserait les 4 %, il n'y a aucune chance pour que vous atteigniez une croissance de 2,5 %. Le plus probable, malheureusement, si

vous appliquez la politique de rigueur et d'austérité exposée dans le document que vous envoyez à Bruxelles, c'est que la croissance de notre pays sera faible. La conséquence, c'est que le chômage continuera à augmenter, et les déficits ne se réduiront pas.

Mais vous ajoutez bien d'autres hypothèses. Je ne reviendrai pas sur l'élasticité des recettes à la croissance, qui n'a jamais été observée dans le passé. Vous supposez qu'elle est de 1,2, ce qui vous permet de dire qu'il y a aura deux points de hausse spontanée des prélèvements obligatoires. Non: si vous appliquez votre programme, ce ne sera pas deux points de hausse spontanée des prélèvements obligatoires, ce sera deux points, ou un peu moins de deux points, d'augmentation des impôts. Et les Français ont le droit de savoir qui va supporter cette augmentation.

Un mot de la réforme fiscale et du risque des politiques d'austérité. Le président de la commission des finances signalait le changement brutal en Europe: des politiques de relance l'an dernier, et des politiques d'austérité aujourd'hui. C'est un virage à 180 degrés, qui risque sérieusement d'enfoncer l'Europe dans la crise. Je pense que l'Europe ne sait pas coordonner les politiques économiques, et qu'il devrait y avoir une vraie coordination des politiques européennes. Des pays comme l'Allemagne, qui ont un fort excédent extérieur, devraient continuer à jouer le rôle de locomotive, pour favoriser la réduction des déficits extérieurs et publics des pays du Sud. Et dans notre pays, le risque, si vous appliquez votre politique, c'est que la croissance soit complètement cassée.

Depuis trois ans, la politique de notre pays ressemble un peu à un bateau ivre. On ne sait pas vraiment où il va. Il n'y a qu'un seul fil directeur, qui a été, pendant trois ans, de baisser les impôts. Pas les impôts de tous, mais ceux des plus fortunés. Et dans les deux dernières années de la législature, si vous faites ce que vous dites, ce sera une politique d'austérité sans précédent, qui va peser sur tout le monde, sauf peut-être sur les bénéficiaires du bouclier fiscal, et qui va en tout cas toucher nos concitoyens les plus modestes.

Votre politique est complètement l'inverse de ce qu'il aurait fallu faire. Vous avez creusé les déficits dans une période de croissance. Je rappelle que le cycle de croissance que nous avons connu avant cette récession, c'est la plus forte croissance mondiale qu'on ait jamais connue en vingt-cinq ans. Quand je vous parlais des années où la gauche était au pouvoir, vous me disiez: « Oui, mais la croissance était là ». La croissance mondiale était de 3,5 %. De 2002 à 2008, elle a été de 5 %. Cela a donc été un cycle de croissance extrêmement forte. Certes, la France est restée à l'écart mais, dans cette période, la plupart des pays ont réduit leur déficit, et cela les a mis – je pense notamment à l'Allemagne – dans une situation où ils pouvaient affronter une récession sans voir le déficit et la dette exploser. Ce n'est pas le cas en France.

Et puis, que dire de cette politique absurde de subventions aux heures supplémentaires! Je pense que, dans les années futures, ce sera un cas d'école pour les étudiants. Subventionner les heures supplémentaires dans une période de récession, où l'on détruit 115000 emplois par an depuis trois ans, où l'on a 600000 chômeurs de plus depuis trois ans, c'est une politique absurde.

...D'ailleurs, la France n'a eu aucune politique de l'emploi. Et je pense que c'est le vrai problème. La seule façon de réduire les déficits, c'est de favoriser la création d'emplois et de maintenir ainsi une croissance interne. Ce n'est pas la direction que vous prenez. Vous êtes en train d'enfoncer notre pays dans des politiques d'austérité sans précédent, après l'avoir enfoncé dans des déficits eux aussi sans précédent. Quand on entend le Premier ministre dire qu'il n'y aura pas de hausse d'impôts, on ne peut parler de rigueur. C'est seulement la réduction des déficits qui est visée. En réalité, nos concitoyens subiront tout à la fois des politiques d'austérité, la hausse des impôts et la persistance des déficits. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*